

Marcelo Rebelo de Sousa est le grand favori de l'élection présidentielle du 24 janvier au Portugal

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

9,7 millions de Portugais sont appelés aux urnes le 24 janvier prochain pour désigner le successeur d'Anibal Cavaco Silva (Parti social-démocrate, PSD), président de la République portugaise depuis le 9 mars 2006. L'article 123 de la Constitution du pays interdit au chef de l'Etat sortant de briguer un 3e mandat consécutif. Cette élection présidentielle revêt une importance particulière dans un pays à peine sorti d'une grave crise économique et politique. Si aucun des 10 candidats en lice n'obtient la majorité absolue lors du 1er tour de scrutin le 24 janvier, un 2e tour sera organisé le 14 février.

LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE

Le président de la République portugaise est élu tous les 5 ans au suffrage universel direct. Chaque personne souhaitant être candidate à la magistrature suprême doit être âgée d'au moins 35 ans et obligatoirement recueillir la signature d'un minimum de 7 500 électeurs, signatures qui doivent être ensuite validées par la Cour constitutionnelle.

La fonction de chef de l'Etat est principalement honorifique. Autorité morale, le président de la République possède deux pouvoirs essentiels : il nomme le Premier ministre (on a récemment vu l'importance de ce pouvoir, et peut dissoudre le parlement (article 172 de la Constitution) 6 mois après son entrée en fonction, une dissolution qui conduit *de facto* à de nouvelles élections législatives.

Le président de la République est le chef des armées dont il désigne les chefs d'état-major. Sur proposition du gouvernement, il nomme les ambassadeurs. Il peut déclarer l'état d'urgence ou l'état de siège, voire la guerre en cas d'agression réelle ou imminente. Il signe les lois et les décrets votés par le parlement sur lesquels il dispose d'un droit de veto. Sur proposition du gouvernement ou du parlement, il décide de l'organisation de référendums.

10 personnes sont officiellement candidates à la fonction suprême au Portugal, ce qui constitue un record pour le pays :

- Marcelo Rebelo de Sousa, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (1996-1999), soutenu par le PSD et le Parti populaire, ancien ministre des Affaires parlementaires (1982-1983), professeur de droit ;
- Maria de Belem, ancien dirigeante du Parti socialiste (2011-2014), ancienne ministre de l'Egalité (1999-2000) et de la Santé (1995-1999). Elle se présente en candidate indépendante ;
- Antonio de Sampaio da Novoa, soutenu par LIVRE/Tempo de Avançar (L/TDA) et le Parti communiste des travailleurs (PCTP/MRPP), ancien recteur de l'université de Lisbonne (2006-2013), professeur de psychologie et de sciences de l'éducation ;
- Edgar Silva (Parti communiste, PCP), député de l'Assemblée législative de Madère ;
- Marisa Matias (Bloc des gauches, BE), députée européenne ;
- Paulo de Moraes, indépendant, ancien maire de Porto (2002-2005) ;
- Henrique Neto (PS), ancien député ;
- Candido Ferreira, indépendant ;
- Jorge Sequeira, indépendant, enseignant-chercheur et psychologue ;
- Vitorino Silva, davantage connu sous le nom de Tino de Rans, indépendant.

LA SITUATION POLITIQUE DU PORTUGAL

Les forces de droite sont arrivées en tête des élections législatives le 4 octobre 2015 mais sans obtenir la majorité absolue : la coalition *Portugal a frente* (Portugal en avant), emmenée par le Premier ministre sortant Pedro Passos Coelho et regroupant le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti populaire (PP), a recueilli 36,86% des suffrages et remporté 102 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement. Le président de la République Anibal Cavaco Silva a, le 23 octobre, renouvelé le mandat de Pedro Passos Coelho. Le 10 novembre, une motion de censure a fait chuter le gouvernement minoritaire qu'il avait formé (123 voix contre 107).

Le 23 novembre, le président Anibal Cavaco Silva a présenté au dirigeant socialiste Antonio Costa 6 conditions avant de le nommer Premier ministre : l'obligation de demander la confiance du Parlement, l'adoption d'un budget pour 2016, la tenue des engagements découlant de la participation du Portugal à la zone euro, le maintien du pays dans l'OTAN, l'assurance que la stabilité financière du pays serait préservée tout comme le rôle du Conseil de concertation social. Le 24 novembre, Antonio Costa a été désigné pour former un nouveau gouvernement. Le dirigeant socialiste a obtenu le soutien (sans participation) des partis de la gauche radicale : la Coalition démocratique unitaire (CDU) et le Bloc des gauches (BE). Le gouvernement qu'il a formé a obtenu l'aval du parlement le 3 décembre par 122 voix, contre 107 et 1 abstention. Les 3 partis de gauche se sont accordés sur plusieurs points : la fin du gel des retraites, le relèvement progressif du salaire minimum

mais également le respect du cadre budgétaire européen. Le gouvernement socialiste reste néanmoins très fragile.

Selon la dernière enquête réalisée par Eurosondagem entre le 16 et le 21 décembre, Marcelo Rebelo de Sousa pourrait s'imposer dès le 1er tour de scrutin – une quasi tradition de l'élection présidentielle au Portugal – avec 52,50% des suffrages. Très loin derrière, on trouve Maria de Belem, qui recueillerait 18,10% des voix, et Antonio de Sampaio da Novoa, qui obtiendrait 16,90% des suffrages. Tous les autres candidats recueilleraient moins de 5% des voix.

Une victoire de Marcelo Rebelo de Sousa constituerait une mauvaise nouvelle pour le Premier ministre. Pour l'heure, le candidat de droite reste flou sur les relations qu'il pourrait entretenir avec le gouvernement socialiste. Si le président de la République peut dissoudre le parlement 6 mois après son entrée en fonction, Marcelo Rebelo de Sousa s'est déclaré « défavorable à la tenue d'élections législatives tous les six mois ».

De leur côté, les sympathisants de gauche, et notamment socialistes, apparaissent divisés entre Maria de Belem et Antonio de Sampaio da Novoa. Le Parti socialiste a d'ailleurs annoncé qu'il ne soutiendrait aucun candidat avant le 2e tour.

Le scrutin présidentiel est toujours très personnalisé au Portugal. Les électeurs se prononcent souvent davantage pour un candidat que pour un parti politique même si, paradoxalement, les chefs de l'Etat ont toujours été des figures importantes au sein de leur propre parti politique. Le prochain chef de l'Etat sera le 7e depuis la révolution des œillets d'avril 1974. Il prendra officiellement ses fonctions à la fin du mois de mars prochain.

Marcelo Rebelo de Sousa remporte l'élection présidentielle au Portugal dès le 1er tour de scrutin

Résultats

Résumé :

Marcelo Rebelo de Sousa, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) (1996-1999), soutenu par le PSD et le Parti populaire (PP), a été élu à la présidence de la République portugaise dès le 1er tour de scrutin qui s'est déroulé le 24 janvier avec 52% des suffrages. Antonio de Sampaio da Novoa, soutenu par LIVRE/Tempo de Avançar (Libre/Il est temps d'avancer) (L/TDA) et le Parti communiste des travailleurs (PCTP/MRPP), est arrivé en 2e position avec 22,89% des voix. La 3e place est revenue à la députée européenne Marisa Matias (Bloc des gauches, BE), qui a recueilli 10,13% des suffrages. Elle est suivie par Maria de Belem, ancien dirigeante du Parti socialiste (2011-2014), qui se présentait en candidate indépendante et qui a obtenu 4,24% des voix. Les 6 autres candidats ont recueilli moins de 4% des suffrages.

La participation a été légèrement plus élevée à l'élection présidentielle du 23 janvier 2011 et s'est (+ 2,32 points) que lors du 1er tour de la précédente établie à 48,84%.

Résultats du 1er tour de l'élection présidentielle du 24 janvier au Portugal

Participation : 48,84%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Marcelo Rebelo de Sousa (Parti social-démocrate/Parti populaire, PSD/PP)	2 410 170	52
Antonio de Sampaio da Novoa	1 060 773	22,89
Marisa Matias (Bloc des gauches, BE)	469 310	10,13
Maria de Belem (indépendante)	196 585	4,24
Edgar Silva (Parti communiste portugais, PCP)	182 906	3,95
Vitorino Silva (indépendant)	152 045	3,28
Paulo de Morais (indépendant)	99 881	2,15
Henrique Neto (PS)	38 910	0,84
Jorge Sequeira (indépendant)	13 756	0,30
Candido Ferreira (indépendant)	10 570	0,23

Source : <http://www.presidenciais2016.mai.gov.pt/>

Marcelo Rebelo de Sousa n'a donc pas fait mentir la tradition qui veut qu'au Portugal, le président de la République soit élu dès le 1er tour de scrutin. Ce professeur de droit, ancien ministre des Affaires parlementaires (1982-1983) et ex-chroniqueur de la chaîne de télévision TVI, qui se positionne « à l'aile gauche de la droite », a mené une campagne consensuelle, centrée sur la justice sociale et l'équilibre financier du pays, mettant sans cesse en avant son côté non partisan. « *Je ne serai le président d'aucun parti* » a-t-il déclaré s'engageant à être « *un arbitre au-dessus de la mêlée*, un président de la République libre et indépendant ». « Il a mené une campagne consensuelle, à l'écart de son camp politique, visant à capter des voix à gauche et à droite » a indiqué José Antonio Passos Palmeira, politologue.

Marcelo Rebelo de Sousa s'est également montré conciliant vis-à-vis du Premier ministre Antonio Costa (Parti socialiste, PS) et a assuré qu'il souhaitait surmonter les divisions du Portugal, un pays déchiré depuis les élections législatives du 4 octobre dernier remportées par le PSD mais sans majorité absolue. Le 24 novembre, le président de la République Antonio Cavaco Silva (PSD) a dû nommer Antonio Costa à la tête du gouvernement. Celui-ci a obtenu le soutien (sans participation) des partis de la gauche radicale : la Coalition démocratique unitaire (CDU) et le Bloc des gauches (BE). Selon Antonio Costa Pinto, politologue, Marcelo Rebelo de Sousa « *ne sera pas l'ennemi politique du gouvernement socialiste* »

« *Le président de la République ne doit pas avoir d'état d'âme vis-à-vis du gouvernement en place. Je ferai tout pour assurer sa durée* » a déclaré Marcelo Rebelo de Sousa, qui a jugé « *absolument absurde* » l'hypothèse d'une dissolution du parlement dès son arrivée au pouvoir. « *La stabilité est primordiale, il faut éviter d'avoir des gouvernements qui ne durent que 6 mois ou 1 an* » a-t-il affirmé, ajoutant : « *la priorité, c'est de raffermir la stabilité politique, l'entente nécessaire pour gouverner. Ce n'est pas le moment de diviser* ». « *Je veux rétablir l'unité nationale alors que notre pays sort d'une crise économique et sociale profonde* » a déclaré Marcelo

Rebelo de Sousa. Il a indiqué qu'il utiliserait son pouvoir d'influence auprès du gouvernement socialiste pour éviter une nouvelle détérioration de l'économie portugaise.

Le chef de l'Etat dispose par l'article 172 de la Constitution du pouvoir de dissoudre le parlement 6 mois après son entrée en fonction, une dissolution qui conduit *de facto* à de nouvelles élections législatives. Marcelo Rebelo de Sousa ne pourra toutefois pas utiliser ce pouvoir avant le mois d'avril prochain.

Les sympathisants de gauche, et notamment socialistes, se sont divisés entre plusieurs candidats, Maria de Belem, Antonio de Sampaio da Nova et Henrique Neto. Le Parti socialiste avait choisi de ne soutenir aucun candidat lors du 1er tour de scrutin, ce qui a indéniablement bénéficié à Marcelo Rebelo de Sousa. Malgré ses engagements, la victoire du candidat social-démocrate constitue une mauvaise nouvelle pour le Premier ministre socialiste.

Agé de 67 ans, Marcelo Rebelo de Sousa est diplômé de droit de l'université de Lisbonne. Il a été professeur de droit avant de devenir journaliste. Il a fondé et dirigé l'hebdomadaire Expresso en 1973. Après la révolution des œillets d'avril 1974 et à l'occasion du retour du Portugal à la démocratie, il a été l'un des fondateurs du PSD et a été élu député à l'Assemblée de la République, chambre unique du parlement, sans abandonner sa carrière académique.

En 1981, il est devenu secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil des ministres dans le gouvernement de Francisco Pinto Balsemao (PSD). En 1982, il a été nommé ministre des Affaires parlementaires. En 1989, il échoue cependant à s'emparer de Lisbonne, battu à l'élection municipale par Jorge Sampaio (PS). En 1996, il est élu président du PSD, poste dont il démissionnera 3 ans plus tard après l'échec de son projet de coalition avec le Parti populaire.

Marcelo Rebelo de Sousa a longtemps tenu une chronique sur la chaîne de télévision TVI avant de l'abandonner pour s'engager dans la campagne présidentielle.

Lors de l'élection présidentielle, les Portugais cherchent habituellement moins à désigner un chef d'Etat partisan qu'un arbitre du jeu politique. Ce scrutin est donc le plus souvent très personnalisé même si, paradoxalement, les chefs d'Etat portugais ont toujours été des figures importantes au sein de leur parti politique. Les Portugais ne craignent

pas non plus la cohabitation politique. A plusieurs reprises (1987 ou 2006 par exemple), ils ont élu un président de la République du bord politique opposé à la majorité parlementaire qu'ils avaient porté au pouvoir quelques mois auparavant.

Marcelo Rebelo de Sousa prêtera serment le 9 mars prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.